

Séance ordinaire du 20 mars 2006

Le conseil de la Ville de Lévis siège en séance ordinaire ce vingtième jour du mois de mars deux mille six, à dix-neuf heures trente-cinq, à la salle du conseil de l'hôtel de ville, 2175, chemin du Fleuve, Saint-Romuald (Lévis).

Sont présents: les membres du conseil Jean-Pierre Bazinet, Jean-Claude Bouchard, Jean-Luc Daigle, Isabelle Demers, Guy Dumoulin, Jean Girard, André Hamel, Ann Jeffrey, Philippe Laberge, Anne Ladouceur, Alain Lemaire, Dominique Maranda, Robert Maranda et Simon Théberge formant quorum sous la présidence de la mairesse Danielle Roy Marinelli.

Est absente : le membre du conseil Nicole Larouche.

Assistent à la séance : Jean Dubé, directeur général et Danielle Bilodeau, greffière.

CV-2006-02-15

Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Philippe Laberge
Appuyé par le conseiller Jean-Pierre Bazinet

D'adopter l'ordre du jour de la séance ordinaire du 20 mars 2006, tel que modifié par le retrait de l'affaire suivante :

« 5.3 Ressources humaines

Suspension de préposés à la clientèle du Service des équipements récréatifs

Réf. : RH-2006-023 »

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-02-16

Période de questions

Environ 40 personnes assistent à la séance. Quelques personnes posent des questions et émettent des commentaires. Une personne dépose un document concernant l'avis de la Ville à l'Agence canadienne d'évaluation environnementale concernant le projet Rabaska.

CV-2006-02-17

Approbation du procès-verbal de la séance ordinaire du 6 mars 2006 et de la séance spéciale du 13 mars 2006

ATTENDU QU'une copie des procès-verbaux a été remise à chaque membre du conseil au plus tard la veille de la présente séance ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jean-Luc Daigle
Appuyé par la conseillère Anne Ladouceur

D'approuver le procès-verbal de la séance ordinaire du conseil de la Ville tenue le 6 mars 2006 et de la séance spéciale tenue le 13 mars 2006, tel qu'il est modifié à la résolution CV-2006-02-11 par le remplacement des mots « La mairesse demande le vote » par « La mairesse appelle le vote ».

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-02-18

Dépôt du procès-verbal des séances du comité exécutif des 1^{er}, 6 et 8 mars 2006

Le procès-verbal des séances du comité exécutif tenues les 1^{er}, 6 et 8 mars 2006 est déposé.

CV-2006-02-19

Délégation d'un membre du conseil de la Ville au congrès du Regroupement des centres-villes et des artères commerciales

ATTENDU QU'il est dans l'intérêt de la Ville d'être représentée au congrès du Regroupement des centres-villes et des artères commerciales ;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Guy Dumoulin
Appuyé par la conseillère Ann Jeffrey

De déléguer le membre du conseil de la Ville Simon Théberge à titre de représentant de la Ville au congrès du Regroupement des centres-villes et des artères commerciales qui se tiendra à Drummondville les 19 et 20 avril 2006.

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-02-20

Délégation d'un membre du conseil de la Ville au Gala des Grands prix du tourisme Desjardins de la Chaudière-Appalaches

ATTENDU la tenue du Gala des Grands prix du tourisme Desjardins de la Chaudière-Appalaches et pour lequel la candidature de la Ville a été retenue à titre de finaliste dans la catégorie « Entreprise publique touristique » ;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Guy Dumoulin
Appuyé par le conseiller Jean-Claude Bouchard

De déléguer la mairesse ainsi que le membre du conseil de la Ville Jean-Luc Daigle à titre de représentants de la Ville au Gala des Grands prix du tourisme

Desjardins de la Chaudière-Appalaches qui se tiendra à Saint-Georges le 31 mars 2006.

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-02-21

Nomination d'une employée à un poste de commis secrétaire du Service de la cour municipale

[Réf. : RH-2006-020](#)

ATTENDU la nomination de Josée Pouliot au poste de commis secrétaire du Service de la cour municipale ;

ATTENDU QUE la période d'essai est terminée et l'évaluation positive du supérieur immédiat ;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif, résolution CE-2006-02-86 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jean-Pierre Bazinet
Appuyé par le conseiller Philippe Laberge

De nommer Josée Pouliot au poste de commis secrétaire du Service de la cour municipale, poste régulier à temps complet, au salaire de la classe 6, échelon 8, et aux conditions de travail de la convention collective applicable.

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-02-22

Nomination d'une employée à un poste de secrétaire de la Direction de la planification du territoire

[Réf. : RH-2006-021](#)

ATTENDU la nomination de Louise Gagné au poste de secrétaire de la Direction de la planification du territoire ;

ATTENDU QUE la période d'essai est terminée et l'évaluation positive du supérieur immédiat ;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif, résolution CE-2006-02-87 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jean-Luc Daigle
Appuyé par le conseiller Guy Dumoulin

De nommer Louise Gagné au poste de secrétaire de la Direction de la planification du territoire, poste régulier à temps complet, au salaire de la classe 8, échelon 7, et aux conditions de travail de la convention collective applicable.

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-02-23

Lettre d'entente à intervenir avec le Syndicat des employés municipaux de Lévis, section locale 2334 SCFP, concernant la modification de l'échelle salariale du titre générique « commissionnaire »

[Réf. : RH-2006-024](#)

ATTENDU QUE la description sommaire du poste de commissionnaire ne tient pas compte de la tâche relative au transport de valeurs et qu'il y a lieu de modifier l'échelle salariale de ce poste ;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif, résolution CE-2006-02-89 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jean-Claude Bouchard

Appuyé par le conseiller Simon Théberge

D'autoriser la mairesse et la greffière à signer la lettre d'entente à intervenir avec le Syndicat des employés municipaux de Lévis, section locale 2334 du Syndicat canadien de la fonction publique, concernant la modification de l'échelon 5 de l'échelle salariale du titre générique « commissionnaire », telle qu'elle est annexée à la fiche de prise de décision RH-2006-024.

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-02-24

Entente à intervenir avec une commis secrétaire de la Direction des ressources humaines concernant son congé à traitement différé

[Réf. : RH-2006-017](#)

ATTENDU la demande de congé à traitement différé soumise par une commis secrétaire de la Direction des ressources humaines pour la période du 3 mars 2008 au 30 août 2008 ;

ATTENDU QUE les conditions prévues à la convention collective des employés cols blancs sont respectées;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Simon Théberge

Appuyé par le conseiller Jean-Luc Daigle

D'autoriser la mairesse et la greffière à signer l'entente à intervenir avec Cécile Morneau, commis secrétaire à la Direction des ressources humaines, concernant les modalités de son congé à traitement différé, telle qu'elle est annexée à la fiche de prise de décision RH-2006-017.

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-02-25

Paiement d'un montant forfaitaire à un employé cadre de la Direction des arrondissements et de la gestion du territoire

[Réf. : RH-2006-025](#)

ATTENDU l'entente intervenue avec l'Association des cadres de la nouvelle Ville de Lévis suite à une demande de révision de classement d'un employé cadre;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Guy Dumoulin
Appuyé par le conseiller Philippe Laberge

D'autoriser le paiement d'un montant forfaitaire de 2 273 \$ à Robert Cooke, directeur des Arrondissements et de la gestion du territoire, pour tenir compte des responsabilités supplémentaires qu'il a assumées temporairement au cours des années 2004 et 2005, suite aux virements de fonds requis afin que des crédits budgétaires suffisants soient disponibles.

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-02-26

Nomination d'une employée à un poste de secrétaire du Service des travaux publics, arrondissement de Desjardins

[Réf. : RH-2006-026](#)

ATTENDU la nomination de Carole Poliquin au poste de secrétaire au Service des travaux publics de l'arrondissement de Desjardins ;

ATTENDU QUE la période d'essai est terminée et l'évaluation positive du supérieur immédiat;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jean-Pierre Bazinet
Appuyé par le conseiller Jean-Claude Bouchard

De nommer Carole Poliquin au poste régulier à temps complet de secrétaire du Service des travaux publics, arrondissement de Desjardins, au salaire de la classe 8, échelon 8, et aux conditions de travail de la convention collective applicable.

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-02-27

Nomination d'une employée à un poste de secrétaire administrative de la Direction générale

[Réf. : RH-2006-027](#)

ATTENDU la nomination de Jocelyne Rochefort au poste de secrétaire administrative à la Direction générale;

ATTENDU QUE la période d'essai est terminée et l'évaluation positive du supérieur immédiat;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jean-Luc Daigle
Appuyé par le conseiller Jean-Claude Bouchard

De nommer Jocelyne Rochefort au poste régulier à temps complet de secrétaire administrative de la Direction générale, au salaire de la classe 9, échelon 7, et aux conditions de travail de la convention collective applicable.

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-02-28

Nomination d'employés à des postes d'opérateurs spécialisés en traitement de l'eau du Service de la gestion de l'eau

[Réf. : RH-2006-028](#)

ATTENDU la résolution CE-2005-14-83 autorisant l'affichage de deux postes d'opérateurs spécialisés en traitement de l'eau du Service de la gestion de l'eau;

ATTENDU QUE les candidats retenus satisfont aux exigences du poste;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Simon Théberge
Appuyé par le conseiller Jean-Pierre Bazinet

De nommer Patrick Dumouchel et Sylvain Daguerre aux postes réguliers à temps complet d'opérateurs spécialisés en traitement de l'eau du Service de la gestion de l'eau, aux salaires et conditions de travail de la convention collective applicable, et ce, à compter du 26 mars 2006.

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-02-29

Nomination d'employés à des postes de répartiteurs à la centrale d'urgence 9-1-1 de la Direction du service de police

[Réf. : RH-2006-029](#)

ATTENDU l'affichage de quatre postes de répartiteurs à la centrale d'urgence 9-1-1 suite aux résolutions CE-2006-00-26 et CE-2006-01-05;

ATTENDU QUE les candidats retenus satisfont aux exigences de ces postes;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Ann Jeffrey
Appuyé par le conseiller Jean-Luc Daigle

De nommer les personnes suivantes aux postes réguliers à temps complet de répartiteurs à la centrale d'urgence 9-1-1 de la Direction du service de police :

- | | |
|----------------------|----------------|
| ▪ Katherine Bonneau; | Josée Gagnon; |
| ▪ Serge Trépanier ; | Sandra Gagnon; |

au salaire de la classe 7 et aux conditions de travail de la convention collective applicable, et ce à compter du 26 mars 2006.

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-02-30

Convention à intervenir avec l'Association des cadres de la nouvelle Ville de Lévis concernant le deuxième amendement au recueil des conditions de travail des cadres

[Réf. : RH-2006-032](#)

ATTENDU QU'il y a lieu d'amender à nouveau le recueil des conditions de travail des cadres pour modifier et préciser certaines conditions de travail des cadres;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Simon Théberge
Appuyé par la conseillère Anne Ladouceur

D'autoriser la mairesse et la greffière à signer la convention à intervenir avec l'Association des cadres de la nouvelle Ville de Lévis concernant le deuxième amendement au recueil des conditions de travail des cadres, telle qu'elle est annexée à la fiche de prise de décision RH-2006-032 à l'exclusion toutefois de la partie de l'article 13 concernant la modification à la résolution CV-2004-02-73 et suite aux virements de fonds requis afin que des crédits budgétaires suffisants soient disponibles.

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-02-31

Dépôt du rapport du Vérificateur général relatif aux dépenses autorisées

Le rapport des dépenses autorisées par le vérificateur général est déposé.

CV-2006-02-32

Attribution d'un contrat additionnel pour la fourniture de services juridiques dans le dossier opposant la Ville à la Compagnie Pétrolière Impériale Ltée et Pétrolière Impériale et demande d'aide financière à l'Union des municipalités du Québec

[Réf. : AGR-AFJ-2006-006](#)

ATTENDU QU'un contrat additionnel doit être accordé au procureur mandaté par la Ville pour assumer la défense pleine et entière de celle-ci dans le dossier l'opposant à la Compagnie Pétrolière Impériale Ltée et Pétrolière Impériale ;

ATTENDU QUE le débat judiciaire en cours implique une question de principe relativement aux obligations des municipalités à l'égard de terrains contaminés sur leur territoire et par conséquent, soulève un débat d'intérêt public ;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jean-Luc Daigle

Appuyé par le conseiller Simon Théberge

D'attribuer un contrat additionnel au cabinet d'avocats Langlois Kronström Desjardins pour défendre les droits et les intérêts de la Ville dans la poursuite l'opposant à la Compagnie Pétrolière Impériale Ltée et Pétrolière Impériale, numéro de dossier 200-17-005368-055, cette dépense à être imputée au budget de fonctionnement.

De présenter une demande d'aide financière au fonds d'aide juridique de l'Union des municipalités du Québec concernant ce dossier.

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-02-33

Affectation du produit de la vente des véhicules par le conseil du Trésor

[Réf. : RE-EM-2006-002](#)

ATTENDU QUE le Service des travaux publics a identifié des véhicules en surplus après analyse des besoins et qu'ils seront vendus sous peu;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif, résolution CE-2006-02-85 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jean-Claude Bouchard

Appuyé par le conseiller Jean-Pierre Bazinet

D'affecter le fruit de la vente des véhicules vendus suite à la résolution CE-2006-02-85 aux dépenses d'immobilisations relatives au remplacement et

à la location d'équipements ou de véhicules, afin de réduire les coûts d'opération et d'entretien et d'assurer la continuité des services avec efficience.

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-02-34

Financement de la dépense relative à la fourniture d'un automate à l'usine de filtration du secteur Saint-Étienne-de-Lauzon et d'un logiciel de gestion des opérations à l'usine de filtration du secteur Saint-Romuald
[Réf. : RE-GE-2006-003](#)

ATTENDU la nécessité d'acquérir un automate pour l'usine de filtration du secteur Saint-Étienne-de-Lauzon et un logiciel de gestion des opérations pour l'usine de filtration du secteur Saint-Romuald ;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Philippe Laberge
Appuyé par le conseiller Jean-Claude Bouchard

Pour financer la dépense relative à la fourniture d'un automate de l'usine de filtration du secteur Saint-Étienne-de-Lauzon et d'un logiciel de gestion des opérations de l'usine de filtration du secteur Saint-Romuald, d'affecter un montant de 23 000 \$ aux activités d'investissement provenant d'un emprunt au fonds de roulement, ce montant étant remboursable annuellement au fonds de roulement par les activités financières sur une période de 5 ans, par versements égaux, et ce, à compter de l'an 2007 et si la dépense s'avérait moindre, de diminuer le montant du dernier versement d'autant.

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-02-35

Financement de la dépense relative à l'actualisation du centre de relève 9-1-1
[Réf. : POL-2006-010](#)

ATTENDU la nécessité de finaliser les travaux d'actualisation du centre de relève 9-1-1;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif, résolution CE-2006-02-92 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Ann Jeffrey
Appuyé par le conseiller Simon Théberge

Pour financer la dépense relative à l'actualisation du centre de relève 9-1-1, d'affecter un montant de 50 000 \$ aux activités d'investissement provenant d'un emprunt au fonds de roulement, ce montant étant remboursable

annuellement au fonds de roulement par les activités financières sur une période de 5 ans, par versements égaux, et ce, à compter de l'an 2007 et si la dépense s'avérait moindre, de diminuer le montant du dernier versement d'autant.

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-02-36

Reconnaissance des organismes de la communauté

[Réf. : DVC-2006-007](#)

ATTENDU QUE la Ville désire soutenir l'effort et l'engagement des organismes et des bénévoles considérés comme des partenaires de la Ville dans son action dans les domaines d'intervention de la vie communautaire;

ATTENDU QUE la Ville désire offrir à ses citoyens l'accessibilité à des services de qualité répondant à leurs besoins;

ATTENDU QUE la Ville désire fonder son intervention sur la consultation, la concertation et l'approche sectorielle, dans le but d'établir un véritable réseau de partenaires dans le milieu;

ATTENDU QUE la Ville doit procéder à la classification des organismes selon la politique de reconnaissance des organismes;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif, résolution CE-2006-02-93 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Guy Dumoulin
Appuyé par le conseiller Jean-Luc Daigle

De reconnaître les organismes de la communauté énumérés à la fiche de prise de décision DVC-2006-007 en fonction de la classification indiquée en regard de leur nom.

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-02-37

Demande de subvention au ministère de la Culture et des Communications dans le cadre du programme des équipements culturels pour la réalisation d'un centre d'archives agréées et confirmation de la participation financière de la Ville pour la réalisation d'études complémentaires

[Réf.: DVC-ART-2005-028](#)

ATTENDU QUE le projet de centre d'archives agréées du littoral a été amorcé par l'ex-Ville de Lévis aux débuts des années 90 ;

ATTENDU QUE ce projet a été identifié comme une priorité lors de la planification stratégique et des consultations dans le cadre de la Politique culturelle ;

ATTENDU QUE ce projet est inscrit au plan d'action de la Politique culturelle et de l'Entente de développement culturel ;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif, résolution CE-2006-03-06 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Ann Jeffrey
Appuyé par le conseiller Jean-Luc Daigle

De demander une subvention au ministère de la Culture et des Communications dans le cadre du programme des équipements culturels pour la réalisation d'un centre d'archives agréées et de confirmer la participation financière de la Ville pour un montant de 25 000 \$ pour la réalisation d'études complémentaires.

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-02-38

Implantation de logements abordables sur la rue Charles-Rodrigue (secteur Lévis)

[Réf. : AGT-GEP-2006-041](#)

ATTENDU QUE les terrains situés sur la rue Charles-Rodrigue (secteur Lévis) ont été retenus pour y implanter des logements sociaux dans le cadre du programme Agir, Volet habitation ;

ATTENDU la demande de l'Office municipal d'habitation de Lévis de développer ce projet en une seule phase au lieu de deux phases ;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif, résolution CE-2006-03-01 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Guy Dumoulin
Appuyé par le conseiller Jean-Claude Bouchard

D'accepter de participer au projet de logements sociaux situés sur une partie du lot 2 221 608 du cadastre du Québec et sur une partie du lot 2 221 609 de ce cadastre visant la construction de sept bâtiments comprenant chacun 12 unités de logements, cette participation représentant un maximum de 15 % du coût total du projet, en soustrayant, s'il y a lieu, du montant de la contribution de la Ville équivalant à 15 %, les montants suivants :

- le montant total des frais relatifs à des services professionnels assumés par la Ville et reconnus par la Société d'habitation du Québec;
- les frais d'émission du permis de construction assumés par la Ville;
- tous autres frais assumés par la Ville et reconnus par la Société d'habitation du Québec;

et d'autoriser la mairesse et la greffière à signer tout document à cet effet.

D'abroger la résolution CV-2005-07-14 « Implantation de logements abordables sur la rue Charles-Rodrigue (secteur Lévis) »

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-02-39

Modification à la résolution CV-2005-07-16 « Implantation de logements abordables sur la rue Pie-X – Saint-Édouard (secteur Lévis) », réf. : AGT-GEP-2005-165

[Réf. : AGT-GEP-2006-042](#)

ATTENDU QUE le site des rues Pie-X et Saint-Édouard a été retenu pour y implanter des logements sociaux dans le cadre du programme Agir, volet habitation ;

ATTENDU la demande de l'Office municipal d'habitation de Lévis de développer ce projet dans une phase subséquente;

ATTENDU la demande adressée par la Ville à la Société d'habitation du Québec à l'effet d'accorder 150 unités de logements supplémentaires par la résolution CV-2005-01-47 ;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif, résolution CE-2006-03-02;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Alain Lemaire
Appuyé par le conseiller Guy Dumoulin

De modifier la résolution CV-2005-07-16 « Implantation de logements abordables sur la rue Pie-X – Saint-Édouard (secteur Lévis) » par l'ajout des mots « à la condition que la Société d'habitation du Québec accorde des unités de logements additionnelles en plus des 350 unités déjà accordées à la Ville, et ce, dans le cadre des programmes AccèsLogis Québec et Logement Abordable Québec « volet social et communautaire » et à l'entrée en vigueur d'un règlement d'emprunt pour financer une partie de cette participation »

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-02-40

Acquisition du lot 3 621 413 et d'une partie du lot 3 621 412 du cadastre du Québec à des fins de parcs, terrains de jeux et espaces naturels (rue Annabella et allée Cavalière, secteur Saint-Romuald)

[Réf. : AGT-GEP-2006-039](#)

ATTENDU l'intérêt de la Ville d'acquérir un terrain situé dans le secteur de la rue Annabella et de l'allée Cavalière (secteur Saint-Romuald) à des fins de parcs, terrains de jeux et espaces naturels ;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif, résolution CE-2006-02-36;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jean-Luc Daigle

Appuyé par le conseiller Jean-Pierre Bazinet

D'acquérir à titre gratuit le lot 3 621 413 et une partie du lot 3 621 412 du cadastre du Québec, d'une superficie totale d'environ 9 316,3 mètres carrés, à des fins de parcs, terrains de jeux et espaces naturels.

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-02-41

Acquisition des lots 3 522 304 et 3 522 305 du cadastre du Québec et acquisition de servitude sur une partie du lot 2 062 415 du cadastre du Québec (chemin Pintendre, secteur Pintendre)

[Réf. : AGT-GEP-2006-023](#)

ATTENDU QU'il y a lieu d'acquérir des terrains ainsi qu'une servitude suite aux travaux de réfection du chemin Pintendre;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Ann Jeffrey

Appuyé par le conseiller Guy Dumoulin

D'acquérir les lots 3 522 304 et 3 522 305 du cadastre du Québec au prix de 5 000 \$ chacun, plus taxes, les frais relatifs à ces transactions à être assumés par la Ville, cette dépense étant déjà financée par le règlement d'emprunt RV-2005-03-42 et d'autoriser la mairesse et la greffière à signer tout document à cet effet.

D'acquérir une servitude permanente d'égout pluvial sur une partie du lot 2 062 415 du cadastre du Québec d'une superficie de 215,9 mètres carrés, telle qu'elle est montrée sur le plan d'Alain Gosselin, arpenteur-géomètre, minute 8 657, pour une indemnité de 5 000 \$, plus taxes, les frais relatifs à cette transaction à être assumés par la Ville, cette dépense étant déjà financée par le règlement d'emprunt RV-2005-03-42 et d'autoriser la mairesse et la greffière à signer tout document à cet effet.

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-02-42

Position de la Ville à l'égard de l'entente de principe intervenue entre le gouvernement du Québec et la Ville de Québec pour le maintien en opération du Jardin zoologique du Québec

[Réf. : DEC-2006-018](#)

ATTENDU la décision du gouvernement du Québec de procéder à la fermeture du Jardin zoologique du Québec en date du 31 mars 2006 et de convertir le site à d'autres fins, tel qu'annoncé par le ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale, à l'Assemblée nationale le 30 novembre 2005;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le 16 janvier 2006 une résolution d'appui à la sauvegarde du Jardin zoologique du Québec, mais sans aucun engagement financier de sa part à cet égard;

ATTENDU l'entente de principe intervenue entre le ministre responsable et la mairesse de Québec, en date du 20 janvier 2006 à l'effet de maintenir en opération le Jardin Zoologique du Québec moyennant le transfert de ses actifs à la Ville de Québec, de la gestion de ses opérations à la Société des établissements de plein-air du Québec et la prise en charge de ses déficits annuels d'opération par la Communauté métropolitaine de Québec et ses constituantes, au rang desquelles la Ville de Lévis pour une quote-part de l'ordre de 15% ou 750 000 \$ en 2006;

ATTENDU QUE la Ville n'a aucunement été impliquée dans la négociation de l'entente de principe ainsi convenue entre le gouvernement du Québec et la Ville de Québec;

ATTENDU QU'aucune étude de faisabilité, technico-économique ou autre n'a été déposée à la Ville à l'appui d'un tel projet;

ATTENDU QUE le ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale a indiqué qu'il n'entendait pas donner de délai additionnel au-delà du 31 mars 2006 pour reconsidérer éventuellement sa décision de procéder à la fermeture du Jardin zoologique du Québec et à la reconversion du site à d'autres fins;

ATTENDU QUE ce faisant, les représentants de la Ville n'ont pas été en mesure d'apprécier la portée exacte du projet proposé dans l'entente intervenue entre le gouvernement du Québec et la Ville de Québec, sa viabilité à long terme, son positionnement stratégique par rapport aux autres zoos et parcs animaliers du Québec, la structure de propriété et le mode de gestion préconisés, de même que ses retombées économiques éventuelles pour Lévis;

ATTENDU QUE l'implication possible de la Communauté métropolitaine de Québec dans le financement de ce projet nécessiterait, au préalable, que le Jardin zoologique du Québec soit reconnu comme étant un équipement à caractère métropolitain, ce qui avait été d'emblée exclu par la Communauté métropolitaine de Québec en 2002;

ATTENDU QU'un tel projet créerait un précédent qui pourrait s'étendre à d'autres équipements et infrastructures à caractère public relevant du gouvernement du Québec, ayant pour effet d'imposer aux contribuables de Lévis et de la région une charge financière lourde, imprévue et injustifiée à ce chapitre;

ATTENDU QUE ce dossier a été discuté entre les membres du comité exécutif de la Communauté métropolitaine de Québec en date des 9 et 23 février 2006 et que la présidente de la Communauté métropolitaine de Québec l'a inscrit à l'ordre du jour de la réunion du conseil de la Communauté métropolitaine de Québec prévue le 23 mars 2006;

ATTENDU QUE, préalablement à toute décision en ce sens, un consensus doit être établi entre les municipalités membres de la Communauté métropolitaine de Québec quant à la liste des équipements à caractère métropolitain susceptibles d'être reconnus comme tels par la Communauté métropolitaine de Québec, et l'intérêt et la volonté de la Ville à oeuvrer en ce sens;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Anne Ladouceur
Appuyé par le conseiller Jean-Luc Daigle

De rejeter la demande de contribution financière adressée à la Ville par la mairesse de la Ville de Québec et présidente de la Communauté métropolitaine de Québec, en lien avec l'entente de principe négociée par cette dernière et le ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale et impliquant financièrement la Ville de Lévis dans le maintien en opération du Jardin zoologique du Québec.

De transmettre copie de la présente résolution aux personnes suivantes :

- ✓ le ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale;
- ✓ le ministre responsable de la région Chaudière-Appalaches;
- ✓ la députée-ministre de Lévis à l'Assemblée nationale;
- ✓ la mairesse de la Ville de Québec ;
- ✓ les préfets des MRC de la Côte-de-Beaupré, de la Jacques-Cartier et de l'Île d'Orléans ;
- ✓ le président de la Société des établissements de plein air du Québec ;
- ✓ le président de la Chambre de commerce de Lévis.

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-02-43

Désignation de représentants à la Société de transport de Lévis

Réf. : PLA-2006-009

ATTENDU QU'il y a lieu de désigner des représentants des usagers à la Société de transport de Lévis ;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif, résolution CE-2006-03-04 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jean-Pierre Bazinet
Appuyé par la conseillère Ann Jeffrey

De désigner Nathalie Plante à titre de représentante des usagers des services adaptés aux besoins des personnes handicapées et Michel Turner à titre de responsable des usagers des services de transport en commun à la Société de transport de Lévis.

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-02-44

Avis de motion du Règlement décrétant des travaux de réfection de toitures d'immeubles ainsi qu'un emprunt

[Réf. : RE-BI-2006-002](#)

Le conseiller Jean-Luc Daigle donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le Règlement décrétant des travaux de réfection de toitures d'immeubles ainsi qu'un emprunt.

Ce règlement a pour objet de décréter des travaux de réfection de toitures d'immeubles ainsi qu'un emprunt n'excédant pas la somme de 498 000 \$ pour payer cette dépense, d'un terme de 15 ans, remboursable par une taxe spéciale imposée et prélevée annuellement sur tous les immeubles imposables situés sur le territoire de la ville.

CV-2006-02-45

Avis de motion du Règlement décrétant des travaux de réfection de la piscine MIL Davie (secteur Lévis) ainsi qu'un emprunt

[Réf. : DVC-EQR-2006-004](#)

Le conseiller Jean-Claude Bouchard donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le Règlement décrétant des travaux de réfection de la piscine MIL Davie (secteur Lévis) ainsi qu'un emprunt.

Ce règlement a pour objet de décréter des travaux de réfection de la piscine MIL Davie ainsi qu'un emprunt n'excédant pas la somme de 244 400 \$ pour payer cette dépense, d'un terme de 15 ans, remboursable par une taxe spéciale imposée et prélevée annuellement sur tous les immeubles imposables situés sur le territoire de la ville.

CV-2006-02-46

Avis de motion d'un ou des règlements modifiant les règlements de zonage et les règlements de construction des ex-municipalités afin de régir l'entreposage ou le stockage de déjections animales à titre d'usage principal

La conseillère Ann Jeffrey donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance un ou des règlements modifiant les règlements de zonage et les règlements de construction des ex-municipalités afin de régir l'entreposage ou le stockage de déjections animales à titre d'usage principal et plus précisément, sans restreindre la généralité de ce qui précède le ou les règlements qui seront soumis auront notamment pour objets :

- de créer la zone Aa-11, à même une partie de la zone Aa-7, telle qu'elle apparaît au plan de zonage du Règlement de zonage numéro 513 de l'ex-Municipalité de Saint-Étienne-de-Lauzon, cette nouvelle zone étant identifiée sur le plan déposé en annexe A ;
- d'autoriser dans cette nouvelle zone Aa-11, de même que dans la zone 622A, telle qu'elle apparaît au plan de zonage du Règlement de zonage numéro V90-610 de l'ex-Ville de Saint-Jean-Chrysostome, à titre d'usage principal, l'entreposage ou le stockage de déjections animales ;
- de prohiber ce dernier usage sur l'ensemble du territoire de la Ville, à l'exception des deux zones mentionnées précédemment ;

- à l'intérieur de ces deux zones, de prévoir des normes accessoires, incluant des normes d'implantation, notamment quant à l'obligation qu'un ouvrage d'entreposage ou de stockage pour les fins précédemment mentionnées soit couvert en tout temps, quant à l'emplacement des aires de chargement et de déchargement, quant à l'obligation d'ériger une haie brise-vent de même que pour prévoir des distances séparatrices qui devront être respectées;
- de prévoir des règles particulières pour les usages et constructions protégés par droits acquis et dérogatoires aux nouvelles normes qui seront imposées pour l'entreposage ou le stockage de déjections animales sur le territoire ;
- de modifier en conséquence l'ensemble des règlements applicables sur le territoire en y faisant les adaptations nécessaires.

[annexe](#)

CV-2006-02-47

Adoption du Règlement modifiant le Règlement RV-2004-01-97 sur la création d'une réserve financière pour assumer les franchises et rétentions prévues aux contrats d'assurance

[Réf. : RE-2006-004](#)

ATTENDU qu'une copie du Règlement modifiant le Règlement RV-2004-01-97 sur la création d'une réserve financière pour assumer les franchises et rétentions prévues aux contrats d'assurance a été remise aux membres du conseil de la Ville au plus tard deux jours juridiques avant la présente séance, que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le projet de règlement et qu'ils renoncent à la lecture de ce règlement;

ATTENDU que la greffière a mentionné que ce règlement a pour objet de modifier la réserve financière créée par le Règlement RV-2004-01-97 afin d'assumer à même cette réserve les coûts reliés au remplacement et à la réparation des biens de la Ville non assurés endommagés à la suite d'un sinistre ;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif, résolution CE-2006-02-11 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jean-Claude Bouchard
Appuyé par le conseiller Guy Dumoulin

D'adopter le Règlement RV-2006-04-71 modifiant le Règlement RV-2004-01-97 sur la création d'une réserve financière pour assumer les franchises et rétentions prévues aux contrats d'assurance.

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-02-48

Adoption du Règlement décrétant un emprunt pour l'acquisition de progiciels et d'équipements pour l'implantation d'un environnement géomatique corporatif

[Réf. : RE-2006-012](#)

ATTENDU qu'une copie du Règlement décrétant un emprunt pour l'acquisition de progiciels et d'équipements pour l'implantation d'un environnement géomatique corporatif a été remise aux membres du conseil de la Ville au plus tard deux jours juridiques avant la présente séance, que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le projet de règlement et qu'ils renoncent à la lecture de ce règlement;

ATTENDU que la greffière a mentionné que ce règlement a pour objet de décréter un emprunt pour l'acquisition de progiciels et d'équipements pour l'implantation d'un environnement géomatique corporatif n'excédant pas la somme de 340 000 \$, d'un terme de 5 ans, remboursable par une taxe spéciale imposée et prélevée annuellement sur tous les immeubles imposables situés sur le territoire de la ville ;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif, résolution CE-2006-02-52 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Guy Dumoulin
Appuyé par le conseiller Jean-Luc Daigle

D'adopter le Règlement RV-2006-04-72 décrétant un emprunt pour l'acquisition de progiciels et d'équipements pour l'implantation d'un environnement géomatique corporatif.

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-02-49

Adoption du Règlement décrétant un emprunt pour l'acquisition de véhicules, machineries et équipements

[Réf. : RE-EM-2006-001](#)

ATTENDU qu'une copie du Règlement décrétant un emprunt pour l'acquisition de véhicules, machineries et équipements a été remise aux membres du conseil de la Ville au plus tard deux jours juridiques avant la présente séance, que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le projet de règlement et qu'ils renoncent à la lecture de ce règlement;

ATTENDU que la greffière a mentionné que ce règlement a pour objet de décréter un emprunt pour l'acquisition de véhicules, machineries et équipements n'excédant pas la somme de 2 405 000 \$ pour payer cette dépense dont 2 250 000 \$ pour un terme de 10 ans et 155 000 \$ pour un terme de 5 ans, remboursable par une taxe spéciale imposée et prélevée annuellement sur tous les immeubles imposables situés sur le territoire de la ville;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif, résolution CE-2006-02-68 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jean-Claude Bouchard

Appuyé par le conseiller Simon Théberge

D'adopter le Règlement RV-2006-04-73 décrétant un emprunt pour l'acquisition de véhicules, machineries et équipements.

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-02-50

Adoption du Règlement décrétant une dépense et un emprunt de 6 220 000 \$ pour l'exécution de travaux permanents pour le traitement des eaux ainsi que de travaux permanents d'aqueduc et d'égouts visant à optimiser les réseaux

[Réf. : RE-GEN-2006-011](#)

ATTENDU qu'une copie du Règlement décrétant une dépense et un emprunt de 6 220 000 \$ pour l'exécution de travaux permanents pour le traitement des eaux ainsi que de travaux permanents d'aqueduc et d'égouts visant à optimiser les réseaux a été remise aux membres du conseil de la Ville au plus tard deux jours juridiques avant la présente séance, que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le projet de règlement et qu'ils renoncent à la lecture de ce règlement;

ATTENDU que la greffière a mentionné que ce règlement a pour objet de décréter une dépense pour l'exécution de travaux permanents pour le traitement des eaux ainsi que de travaux permanents d'aqueduc et d'égouts visant à optimiser les réseaux et pour l'acquisition de gré à gré ou par expropriation d'immeubles ou de servitudes requis pour l'exécution de ces travaux, incluant les frais relatifs à la réalisation de ces travaux et acquisitions ainsi qu'un emprunt n'excédant pas la somme de 6 220 000 \$ pour payer cette dépense, d'un terme de 15 ans, remboursable par une taxe imposée et prélevée annuellement sur tous les immeubles imposables situés sur le parcours du réseau d'aqueduc du territoire de la ville ;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif, résolution CE-2006-02-74 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Anne Ladouceur
Appuyé par le conseiller Simon Théberge

D'adopter le Règlement RV-2006-04-74 décrétant une dépense et un emprunt de 6 220 000 \$ pour l'exécution de travaux permanents pour le traitement des eaux ainsi que de travaux permanents d'aqueduc et d'égouts visant à optimiser les réseaux.

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-02-51

Adoption du Règlement décrétant une dépense et un emprunt de 11 795 000 \$ pour l'exécution de travaux permanents

[Réf. : RE-GEN-2006-011](#)

ATTENDU qu'une copie du Règlement décrétant une dépense et un emprunt de 11 795 000 \$ pour l'exécution de travaux permanents a été remise aux membres du conseil de la Ville au plus tard deux jours juridiques avant la présente séance, que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le projet de règlement et qu'ils renoncent à la lecture de ce règlement;

ATTENDU que la greffière a mentionné que ce règlement a pour objet de décréter une dépense pour l'exécution de travaux permanents d'aménagement de parcs et de berges, d'aqueduc, d'égout, de pistes cyclables, de conduits souterrains, de pavage, de chaînes de rue, de trottoirs, d'éclairage et de signalisation routière et pour l'acquisition de gré à gré ou par expropriation d'immeubles ou de servitudes requis pour l'exécution de ces travaux, incluant les frais relatifs à la réalisation de ces travaux et acquisitions ainsi qu'un emprunt n'excédant pas la somme de 11 795 000 \$ pour payer cette dépense, d'un terme de 15 ans, remboursable par une taxe imposée et prélevée annuellement sur tous les immeubles imposables situés sur le territoire de la ville ;

ATTENDU la recommandation du comité exécutif, résolution CE-2006-02-74 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Anne Ladouceur
Appuyé par le conseiller Guy Dumoulin

D'adopter le Règlement RV-2006-04-75 décrétant une dépense et un emprunt de 11 795 000 \$ pour l'exécution de travaux permanents.

Adoptée à l'unanimité

CV-2006-02-52

Période d'intervention des membres du conseil

Deux membres du conseil prennent la parole.

CV-2006-02-53

Période de questions

Quelques personnes posent des questions et émettent des commentaires.

CV-2006-02-54

Levée de la séance

Il est proposé par le conseiller Jean-Luc Daigle
Appuyé par la conseillère Ann Jeffrey

De lever la séance à 21h10.

Adoptée à l'unanimité

Danielle Roy Marinelli, mairesse

Danielle Bilodeau, greffière
